

CENTRE DE RESSOURCES POUR LES FAMILLES MILITAIRES DE CALGARY

États financiers

Exercice clos le 31 mars 2026

Index des états financiers

Exercice clos le 31 mars 2026

	Page
RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	1 - 2
ÉTATS FINANCIERS	
État de la situation financière	3
Déclaration des opérations	4
État des variations de l'actif net	5
État des flux de trésorerie	6
Notes aux états financiers	7 - 12

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du Centre de ressources pour les familles des militaires de Calgary

Avis

Nous avons audité les états financiers du Calgary Military Family Resource Centre (la « société »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2026, ainsi que les états des résultats, des variations de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la société au 31 mars 2026, ainsi que les résultats de ses opérations et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (NSOBL).

Fondements de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues au Canada. Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » de notre rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux exigences déontologiques applicables à notre audit des états financiers au Canada et nous avons respecté nos autres obligations déontologiques conformément à ces exigences. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités de la direction et des personnes chargées de la gouvernance en matière d'états financiers

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes ASNPO, ainsi que de la mise en place des contrôles internes qu'elle juge nécessaires pour permettre l'établissement d'états financiers exempts d'anomalies significatives, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur.

Lors de l'établissement des états financiers, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entreprise à poursuivre son activité, de divulguer, le cas échéant, les éléments relatifs à la continuité d'exploitation et d'utiliser le principe de continuité d'exploitation, à moins que la direction n'ait l'intention de liquider l'entreprise ou de cesser ses activités, ou qu'elle n'ait d'autre choix réaliste que de le faire.

Les personnes chargées de la gouvernance sont responsables de la supervision du processus d'information financière de l'entreprise.

Responsabilités de l'auditeur en matière d'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit incluant notre opinion. L'assurance raisonnable représente un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues au Canada permettra toujours de déceler une anomalie significative. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme significatives si, individuellement ou collectivement, on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles influencent les décisions économiques que les utilisateurs prennent sur la base de ces états financiers.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues au Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et maintenons un esprit critique tout au long de l'audit. Nous procédons également comme suit :

(suite)

Rapport de l'auditeur indépendant aux membres du Centre de ressources pour les familles des militaires de Calgary (suite)

Identifier et évaluer les risques d'anomalies significatives dans les états financiers, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, concevoir et mettre en œuvre des procédures d'audit adaptées à ces risques et obtenir des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui de ne pas détecter une anomalie résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer une collusion, un faux, des omissions intentionnelles, des déclarations mensongères ou le contournement du contrôle interne.

Acquérir une compréhension du contrôle interne pertinent à l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entreprise.

Évaluer la pertinence des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable des énoncés comptables estimations et informations connexes fournies par la direction.

Conclure sur la pertinence du recours par la direction au principe de continuité d'exploitation et, sur la base des éléments probants recueillis, déterminer s'il existe une incertitude significative liée à des événements ou des circonstances susceptibles de remettre sérieusement en cause la capacité de l'entreprise à poursuivre son activité. Si nous concluons à l'existence d'une telle incertitude, nous sommes tenus d'attirer l'attention, dans notre rapport d'audit, sur les informations y afférentes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont insuffisantes, de modifier notre opinion. Nos conclusions reposent sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Toutefois, des événements ou des circonstances futurs pourraient entraîner la cessation de l'activité de l'entreprise.

Évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations divulguées, et déterminer si les états financiers représentent les transactions et événements sous-jacents d'une manière qui permette une présentation fidèle.

Nous communiquons avec les personnes chargées de la gouvernance concernant, entre autres, la portée et le calendrier prévus de l'audit et les conclusions importantes de l'audit, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous identifions au cours de notre audit.

Calgary, Alberta
18 juin 2026



COMPTABLES-COMPTABLES AGRÉÉS

CENTRE DE RESSOURCES POUR LES FAMILLES MILITAIRES DE CALGARY

État de la situation financière au

31 mars 2026

	2026	2025
ACTIFS		
ACTUEL		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	\$ 529 107 \$	348 510
Argent du casino - limité	17 871	51 926
Investissements à court terme (Note 4)	980 017	946 325
Comptes débiteurs	651	115 725
Inventaire (Note 5)	13 125	24 487
Taxe sur les produits et services récupérable	9 857	5 109
Dépenses prépayées	22 332	22 432
	1 572 960	1 514 514
BIENS ET ÉQUIPEMENTS (Note 6)	50 957	70 956
	1 623 917 \$	1 585 470 \$
PASSIF ET ACTIF NET		
ACTUEL		
Comptes fournisseurs et charges à payer (Note 7) Contributions différées (Note 8)	\$ 51 108 \$	32 133
	285 116	340 245
	336 224	372 378
ACTIFS NETS		
Réserve restreinte interne (Note 9)	532 179	397 499
Réserve pour indemnités de départ à usage restreint (Note 9)	54 648	39 666
Sans restriction	700 866	775 927
	1 287 693	1 213 092
	1 623 917 \$	\$ 1 585 470

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION


Profils
 4010
 Directeur
 Directeur

Veuillez consulter les notes

Déclaration des opérations
Exercice clos le 31 mars 2026

	2026	2025
REVENUS		
Services aux familles des militaires (Note 11)	\$ 676 534 \$ 90 063	621 616
Dons	100 537	134 563
Dons en nature (Note 10)	103 074	71 777
Généralités (Note 11)	92 266	112 361
Subventions	50 274	62 935
Casino	14 862	47 604
Activités	9 090	19 236
Ventes de marchandises	16 563	13 429
Amortissement des apports en capital différés	8 214	-
Gain sur la vente d'un actif immobilisé		-
	<u>1 161 477</u>	<u>1 083 521</u>
DÉPENSES		
Salaires et traitements	702 908	743 086
Administration	83 733	81 593
Dons en nature (Note 10)	100 537	71 777
Mise en œuvre du programme	135 570	124 347
honoraires professionnels	22 613	21 970
Coûts des stocks vendus	17 937	12 206
Collecte de fonds (Note 12)	2 237	3 322
Amortissement	<u>21 341</u>	<u>7 037</u>
	<u>1 086 876</u>	<u>1 065 338</u>
EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES DÉPENSES	<u>\$ 74 601</u>	<u>\$ 18 183</u>

État des variations de l'actif net
Exercice clos le 31 mars 2026

		Intérieurement Limité Réserve	Intérieurement Limité Rupture Réserve sans restriction	2026	2025
ACTIFS NETS -					
DÉBUT DE					
ANNÉE	\$	397 499 \$	39 666 \$	775 927 \$ 1 213 092	\$ 1 194 909
EXCÉDENT DE REVENUS					
DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES		-	-	74 601	74 601
					18 183
Transfert interne					
limité					
réserve (Note 9)		134 680	-	(134 680)	-
Transfert suite à une indemnité de départ					
réserve (Note 9)		-	14 982	(14 982)	-
ACTIFS NETS - FIN DE					
ANNÉE	\$	532 179 \$	54 648 \$	700 866 \$ 1 287 693	\$ 1 213 092

État des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 mars 2026

	2026	2025
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Excédent des recettes sur les dépenses	\$ 74 601	\$ 18 183
Articles n'ayant pas d'incidence sur les espèces :		
Amortissement des immobilisations corporelles	21 341	7 037
Gain sur la vente de biens et d'équipements	(8 214)	-
	<u>87 728</u>	<u>25 220</u>
Variations du fonds de roulement hors trésorerie :		
Comptes débiteurs	115 074	(106 718)
Inventaire	11 362	3 936
Dépenses prépayées	100	14 723
Comptes fournisseurs et charges à payer	18 975	(94 779)
Cotisations différées	(55 129)	262 578
Taxe sur les produits et services à payer	(4 748)	(5 109)
	<u>85 634</u>	<u>74 631</u>
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	<u>173 362</u>	<u>99 851</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition de biens et d'équipements	(2 628)	(54 133)
Produit de la cession de biens et d'équipements	9 500	-
Rachat (acquisition) de placements à court terme	(33 692)	182 112
	<u>(26 820)</u>	<u>127 979</u>
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement (utilisés par celles-ci)	<u>(26 820)</u>	<u>127 979</u>
AUGMENTATION DES FLUX DE TRÉSORERIE	<u>146 542</u>	<u>227 830</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie – début d'année	<u>400 436</u>	<u>172 606</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE - FIN D'ANNÉE	<u>546 978</u>	<u>\$ 400 436 \$</u>
L'ARGENT COMPREND :		
Argent en banque	\$ 528 707	\$ 400 348 108
Petite caisse		402
Argent du casino - limité	17 871	51 926
	<u>546 978</u>	<u>\$ 400 436 \$</u>

Notes aux états financiers

Exercice clos le 31 mars 2026

1. OBJET DE L'ENTREPRISE

Le Centre de ressources pour les familles des militaires de Calgary (le « Centre ») a été constitué en société le 15 mars 1991 en vertu de la Loi sur les sociétés de l'Alberta, à titre d'organisme sans but lucratif. Le Centre offre une gamme de services de soutien aux familles de militaires, notamment des services de santé mentale, des programmes pour enfants et jeunes, du soutien aux déploiements, de l'aide aux programmes pour vétérans et des activités d'intégration communautaire.

Le Centre est un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de l'article 149(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et, à ce titre, est exonéré d'impôt sur le revenu. Il a obtenu son statut d'organisme de bienfaisance le 15 mars 1991, ce qui lui permet de délivrer des reçus officiels de dons aux fins de l'impôt sur le revenu.

Le fonctionnement du Centre est principalement financé par des contributions du ministère de la Défense nationale, des dons de particuliers et d'entreprises, ainsi que par des activités de collecte de fonds. La poursuite de ses activités dépend du soutien financier continu du gouvernement, de la générosité des donateurs et du succès des initiatives de collecte de fonds.

Le Centre se conforme aux exigences de déclaration prévues par la Loi de l'impôt sur le revenu et les accords applicables avec les bailleurs de fonds afin de maintenir son inscription en tant qu'organisme de bienfaisance et son admissibilité au financement.

2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES PRINCIPES COMPTABLES

Les états financiers ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (ASNPO) et, de l'avis de la direction, en tenant compte de l'importance relative et dans le cadre des politiques comptables suivantes :

Comptabilisation des

produits : Le Centre utilise la méthode de report pour la comptabilisation des contributions.

Les apports affectés sont comptabilisés en produits de l'exercice au cours duquel les charges correspondantes sont engagées. Les apports affectés à l'acquisition d'immobilisations corporelles sont différés et comptabilisés en produits selon les mêmes modalités que l'amortissement des immobilisations acquises. Les apports non affectés sont comptabilisés en produits dès leur encaissement ou leur créance, si le montant à recevoir peut être raisonnablement estimé et si le recouvrement est raisonnablement assuré. Tous les produits et apports sont comptabilisés lorsque les montants sont connus, que le recouvrement est raisonnablement assuré et que les critères suivants sont remplis :

Les recettes des Services aux familles des militaires sont reportées jusqu'à la période où les dépenses correspondantes sont engagées.

Les contributions pour les activités liées au programme comprennent les montants recouvrés grâce aux activités entreprises par le Centre et sont comptabilisées lorsque les événements se produisent.

Les fonds provenant de la vente de marchandises et de forfaits familiaux sont comptabilisés au point de vente.

Les contributions des casinos sont reportées jusqu'à la période où les dépenses admissibles correspondantes sont engagées. Les subventions sont comptabilisées au cours de la période où les dépenses correspondantes sont engagées.

Les dons en nature sont comptabilisés dès leur réception.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les liquidités et équivalents de trésorerie comprennent les dépôts auprès d'institutions financières canadiennes et les placements dont l'échéance initiale est inférieure à 90 jours ou qui sont rachetables et dont la valeur ne subit que des variations négligeables. Les liquidités détenues dans un compte de négociation sont présentées comme des placements à court terme.

(suite)

Notes aux états financiers

Exercice clos le 31 mars 2026

2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES PRINCIPES COMPTABLES (suite)

Argent du casino - limité

Les liquidités du casino proviennent des collectes de fonds organisées par le casino et des intérêts y afférents. L'utilisation de ces fonds est encadrée par les directives de financement de la Commission des jeux, des alcools et du cannabis de l'Alberta.

Investissements

Les placements à court terme comprennent des certificats de placement garanti (CPG) portant intérêt selon les taux fixés par l'institution financière et arrivant à échéance dans un délai d'un an à compter de la fin de l'année, ainsi que des liquidités détenues dans un compte de placement. Les placements à long terme comprennent des certificats de placement garanti (CPG) portant intérêt selon les taux fixés par l'institution financière et arrivant à échéance après un an à compter de la fin de l'année.

Les stocks

sont évalués au plus faible du coût ou de la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé dans le cours normal des affaires, diminué des coûts estimés nécessaires à la vente. Les stocks comprennent tous les coûts d'acquisition, de transformation et de mise en stock jusqu'à leur emplacement et leur état actuels. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré pour tous les articles en stock.

Biens et équipements

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et sont amorties sur leur durée d'utilité estimée selon la méthode de l'amortissement dégressif aux taux suivants :

véhicules à moteur	30%
matériel informatique	45%
Mobilier et accessoires	20%

Le Centre effectue un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que l'actif ne contribue plus à la capacité de l'organisation à fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs ou du potentiel de services associés à l'actif est inférieure à sa valeur nette comptable. Lorsqu'un test de dépréciation indique que l'actif ne contribue plus à la capacité de l'organisation à fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs ou du potentiel de services associés à l'actif est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est constatée dans la mesure où la valeur comptable excède la juste valeur ou le coût de remplacement, déterminés actif par actif.

Les biens et équipements apportés en apport et utilisés dans le cadre normal des activités du Centre sont comptabilisés à leur juste valeur, lorsque celle-ci peut être raisonnablement déterminée.

Services et matériaux fournis

Le fonctionnement de l'organisation repose sur le bénévolat et les dons de matériel provenant de diverses sources. La juste valeur des services offerts ne peut être déterminée avec précision et n'est donc pas prise en compte dans les présents états financiers.

Les apports de matières premières sont comptabilisés dans les états financiers à leur juste valeur à la date de leur apport, lorsque cette juste valeur peut être raisonnablement estimée et lorsque les matières premières sont utilisées dans le cours normal des opérations et auraient autrement été achetées.

(suite)

CALGARY MILITARY FAMILY RESOURCE CENTRE

Notes to Financial Statements

Year Ended March 31, 2026

2. SUMMARY OF SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES *(continued)*

Measurement uncertainty

The preparation of financial statements in conformity with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amount of assets and liabilities, disclosure of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements and the reported amounts of revenues and expenses during the period. Such estimates are periodically reviewed and any adjustments necessary are reported in earnings in the period in which they become known. Actual results could differ from these estimates. Estimates include the valuation of inventory including management's estimate of obsolete inventory, amortization and impairment of property and equipment, deferred contributions, and accrued expenses.

Financial instruments

Financial instruments are recorded at fair value when acquired or issued. In subsequent periods, financial assets with actively traded markets, if any are reported at fair value, with any unrealized gains and losses reported in income. All other financial instruments are reported at amortized cost, and tested for impairment at each reporting date. Transaction costs on the acquisition, sale, or issue of financial instruments are expensed when incurred.

Financial assets measured at amortized cost include cash and cash equivalents, casino cash - restricted, short-term investments, and accounts receivable.

Financial liabilities measured at amortized cost include accounts payable and accrued liabilities.

3. FINANCIAL INSTRUMENTS

The company is exposed to various risks through its financial instruments and has a risk management framework to monitor, evaluate and manage these risks. The following analysis provides information about the company's risk exposure and concentration as of March 31, 2026.

Credit risk

Credit risk arises from the potential that a counter party will fail to perform its obligations. The company is exposed to credit risk from its accounts receivable which consists of GST receivable from the government and other receivables. A substantial portion of the accounts receivable are with well-known and reliable funders and are subject to normal credit risk. Accordingly, the Centre views credit risk as minimal.

The Centre is also exposed to credit risk as a significant portion of its cash, restricted cash and short-term investments are held at one chartered bank. As such, the Centre is exposed to all the risks of that financial institution.

Liquidity risk

Liquidity risk is the risk that an entity will encounter difficulty in meeting obligations associated with financial liabilities. The Centre is exposed to this risk mainly in respect of its accounts payable and accrued liabilities. The Centre has sufficient cash to discharge its liabilities.

Interest rate risk

Interest rate risk is the risk that the value of a financial instrument might be adversely affected by a change in the interest rates. In seeking to minimize the risks from interest rate fluctuations, the company manages exposure through its normal operating and financing activities. The company is exposed to interest rate risk primarily through its short-term and long-term investments.

There has been no change to the risk exposures from the previous year.

CALGARY MILITARY FAMILY RESOURCE CENTRE

Notes to Financial Statements

Year Ended March 31, 2026

4. SHORT TERM INVESTMENTS

	2026	2025
Cash in investment account and accrued interest	\$ 21,135	\$ 630,819
One year GIC maturing May 25, 2026 yielding 3.4%	100,000	-
One year GIC maturing May 25, 2026 yielding 3.46%	100,000	-
One year GIC maturing May 25, 2026 yielding 3.41%	35,958	-
One year GIC maturing May 25, 2026 yielding 3.49%	100,000	-
One year GIC maturing May 25, 2026 yielding 3.52%	100,000	-
One year GIC maturing May 25, 2026 yielding 3.43%	100,000	-
One year GIC maturing May 25, 2026 yielding 3.48%	100,000	-
One year GIC maturing May 25, 2026 yielding 3.46%	100,000	-
One year GIC maturing February 3, 2027 yielding 2.75%	100,000	-
One year GIC maturing February 3, 2027 yielding 2.70%	8,000	-
One year GIC maturing February 9, 2027 yielding 2.67%	14,924	-
One year GIC maturing February 9, 2027 yielding 2.68%	100,000	-
One year GIC maturing April 16, 2025 yielding 5.14%	-	100,000
One year GIC maturing January 28, 2026 yielding 3.57%	-	100,000
One year GIC maturing February 4, 2026 yielding 3.32%	-	100,000
One year GIC maturing January 28, 2026 yielding 3.57%	-	5,073
One year GIC maturing February 4, 2026 yielding 3.32%	-	10,433
	\$ 980,017	\$ 946,325

5. INVENTORY

Inventory consists of the following:

	2026	2025
Support our Troops promotional items	\$ 11,122	\$ 17,217
Passes/Tickets	2,003	7,270
	\$ 13,125	\$ 24,487

6. PROPERTY AND EQUIPMENT

Property and equipment consists of the following:

	Cost	Accumulated amortization	2026 Net book value	2025 Net book value
Motor vehicles	\$ 52,546	\$ 15,764	\$ 36,782	\$ 53,831
Furniture and fixtures	32,513	21,917	10,596	13,245
Computer equipment	37,950	34,371	3,579	3,880
	\$ 123,009	\$ 72,052	\$ 50,957	\$ 70,956

7. ACCOUNTS PAYABLE AND ACCRUED LIABILITIES

Accounts payable and accrued liabilities includes payroll remittances of \$4,655 (2025 - \$3,142)

The Centre has corporate credit cards with a combined limit of \$45,000. The balance outstanding on the credit cards at the end of the year is \$14,227 (2025 - \$6,510).

CALGARY MILITARY FAMILY RESOURCE CENTRE

Notes to Financial Statements

Year Ended March 31, 2026

8. DEFERRED CONTRIBUTIONS

	March 31, 2025	Funds received	Funds recognized	March 31, 2026
MFS Funding				
- Core	\$ 177,374	\$ 667,069	\$ 667,809	\$ 176,634
- Gender-Based Violence	4,874	10,000	8,725	6,149
- Contingency Funding	19,382	-	-	19,382
	201,630	677,069	676,534	202,165
Casino	47,011	21,134	50,274	17,871
Red Deer Golf Tournament	24,340	-	-	24,340
Base Core Funding	-	68,100	68,100	-
Lockheed Martin	3,961	10,000	13,961	-
MindBeacon Health	6,000	-	6,000	-
Other Externally Restricted	2,093	54,555	54,555	2,093
	285,035	830,858	869,424	246,469
Deferred Capital Contributions				
Allardyce Bower Foundations	55,210	-	16,563	38,647
	\$ 340,245	\$ 830,858	\$ 885,987	\$ 285,116

9. INTERNALLY RESTRICTED RESERVES

During previous years, the Board of Directors passed motions to set up internal reserve funds to help ensure the long term financial stability of the Centre. These funds are the internally restricted reserve and the internally restricted severance reserve.

The internally restricted reserve is determined each year based on the following amounts included in the last annual audited financial statements: the total liabilities, including deferred revenue and deferred contributions and the lesser of \$350,000 or 15% of expenditures. During the current year \$134,680 was transferred from the internally restricted reserve (2025 - \$142,074 transferred from the internally restricted reserve) based on the Board's policy.

The internally restricted severance reserve is determined each year based on two weeks of earnings for each year of employment at the Centre. During the current year this reserve was increased by \$14,982 (2025 - increased by \$125) based on the Board's policy.

	2026	2025
Deferred contributions	\$ 340,245	\$ 77,667
Accounts payable and accrued liabilities	32,133	126,912
15% of prior year end expenditures	159,801	192,920
Internally restricted reserve	532,179	397,499
Internally restricted severance accrual	54,648	39,666
	\$ 586,827	\$ 437,165

10. CONTRIBUTED MATERIALS

During the year \$100,537 (2025 - \$71,777) of contributed materials were recognized in revenues and expenses. Contributed materials consisted of office supplies, tickets and printings.

CALGARY MILITARY FAMILY RESOURCE CENTRE

Notes to Financial Statements

Year Ended March 31, 2026

11. RELATED PARTY TRANSACTIONS

During the year the Centre recognized funding of \$676,534 (2025 - \$621,616) from Military Family Services and \$68,100 (2025 - \$68,100) from 3 CDSG Personnel Support Services during the year. Both of these organizations are related parties by way of significant influence, economic dependence and common charitable objectives. The amount from 3 CDSG Personnel Support Services is included in general revenue.

These transactions are in the normal course of operations and are measured at their exchange amount, which is the amount of consideration established and agreed to by the related parties.

The Centre is economically dependent on Military Family Services as its funding represents 58% (2025 - 57%) of the Centre's total revenue. It is also economically dependent to a lesser extent on 3 CDSG Personnel Support Services and Garrison Edmonton (CDSG) as the Centre uses the CDSG's facilities and certain materials and services at no cost.

12. FUNDRAISING EXPENSES

In accordance with the requirement of the Charitable Fund-raising Act and Regulation, the Centre is required to disclose the following information:

Gross contributions received during the year were \$232,944 (2025 - \$245,103). Of this amount, \$191,014 (2025 - \$200,984) was used for program expenses and the remaining \$41,930 (2025 - \$44,118) was used for administrative expenses.

Expenses incurred for the purpose of soliciting contributions totaled \$2,237 (2025 - \$3,322). Of this amount, remuneration paid to employees during the year whose principal duties involved fundraising was \$nil (2025 - \$nil).
